

Nouvelles locales du vendredi 02 mai 2014

@rib News, 02/05/2014 | Education- Lors de la célébration de la fête internationale du travail et des travailleurs, le président de la République a répondu à sa demande aux étudiants de l'université du Burundi et de l'UNESCO pour les auditoires. Au stade de Gitega, le président Nkurunziza (photo) s'en est pris à leurs représentants qui se comportent comme ceux qui insultent les autres étudiants en les empêchant d'aller étudier. Il a ajouté que le ton doux que les autorités ont jusqu'ici utilisé va changer en un ton sévère et ces représentants pourront subir des poursuites judiciaires même si les sanctions qui leur avaient été infligées ont été annulées. Il a aussi demandé aux parents de ces étudiants de les conseiller pour qu'ils respectent les autorités. [rtnb/rpa/bonesha/isanganiro/rtr]

A la veille de son départ, - Suite à cela, le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique a sorti un communiqué de presse ce vendredi. Le porte-parole dudit ministre qui a lu ce communiqué, a affirmé que corollairement au discours du président de la République, le ministre en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique demande aux étudiants de l'université du Burundi et de l'UNESCO actuellement en grève de suspendre ce mouvement dès ce vendredi. De plus, Venant Ndimurirwo ajoute que les homes universitaires seront ouverts dès ce vendredi même dans l'après-midi pour accueillir les premiers arrivants. Il a aussi précisé que la réinscription n'est pas une condition et que les enseignants sont priés de dresser des listes de présence en classe à partir de ce lundi, le jour de début des cours. Ces listes permettront, selon lui, de dresser des listes de ceux qui doivent bénéficier de la bourse. [rtnb/rpa/bonesha/isanganiro/rtr]

Sécurité - Lors de la célébration de la journée internationale du travail et des travailleurs, le président de la République du Burundi a remercié les personnes et les institutions qui, selon lui, ont bien travaillé. Le premier à être primé a été le ministre de la sécurité publique qui a reçu un certificat d'honneur enveloppé de 2.000.000FBu. Le président Nkurunziza a trouvé que depuis 2011 jusqu'en 2013, ce ministre s'est comporté. Mais, l'ACAT Burundi trouve qu'il n'est pas du tout compréhensible. En effet, le président de cette troupe que les policiers sont souvent cités dans des affaires de violation des droits de l'homme et de torture et pour la plupart, ils ne sont pas punis puisqu'ils bénéficient d'une quelconque protection. Maître Armel Niyongere trouve que devrait plutôt leur faire un clin d'œil afin qu'ils changent de comportement. [isanganiro]- Des personnes blessées en partie des jeunes auraient été vues vers Gihanga de la province Bubanza dans ces derniers jours. Selon certaines informations en provenance de la RD Congo, ils seraient parmi les jeunes burundais qui font des entraînements militaires dans le secteur Kiriba-Ondes et qui seraient tombés dans une embuscade leur tendue par des éléments qui seraient des membres du FNL. Selon certaines informations, lors de cette dernière embuscade, il y aurait eu 12 morts et plus de 17 blessés. Les mêmes informations font savoir que les blessés de même que les morts auraient été évacués vers le Burundi par un véhicule de la police du Burundi escorté par un certain Kazungu du service national des renseignements. Les habitants de ce secteur se demandent pourquoi des militaires burundais sont sur le territoire congolais en train de faire subir des entraînements militaires à des jeunes burundais. Le porte-parole du SNR affirme que Kazungu est un travailleur assidu de ce service et qu'il exécute tout ce que ses supérieurs lui demandent de faire. Taisphère Bigirimana ajoute toutefois qu'il ne voit pas le rapport entre le SNR et les Imbonerakure encore moins entre ce véhicule cité et les Imbonerakure. [rpa]- Une grenade a été lancée sur un home pour enseignants sur la colline Muyange de la commune Buyengeru en province Bururi la nuit de ce jeudi à vendredi. Le bilan a été de deux personnes blessées lors de cette attaque et ces dernières ont été admises au centre de santé de la localité. La police précise qu'une de ces deux personnes blessées a aussi été arrêtée par la police qui la soupçonne d'avoir elle-même lancé la grenade contre ces enseignants. Dans cette même province, cette fois-ci dans la commune Vyanda, des bandits avaient dévalisé les kiosques du centre de Vyanda la nuit de ce mercredi à jeudi. La police précise qu'elle a arrêté des suspects et qu'elle est à la recherche des auteurs afin de démanteler un réseau de bandits qui opèrent dans ces derniers jours dans cette localité tout comme ceux qui ont volé des médicaments dans la pharmacie Salama dans la ville de Rumonge au début de cette semaine. Parlant toujours de l'insécurité dans la province de Bururi, deux personnes ont été arrêtées dans la commune Matana ce vendredi matin en possession de 7 kilos de chanvre. La police ajoute également que 20 litres de boisson prohibée ont également été saisis ce vendredi matin.

[rtnb/bonesha/isanganiro/rpa] Justice - Après l'interpellation du président du parti MSD en Belgique, Alexis Sinduhije estime qu'il n'y a pas de problème à ce sujet. Selon lui, il s'agit d'un problème de son passeport biométrique les services de la PAFE au Burundi et que les falsifications sont en train d'être corrigées. Son avocat affirme de son côté qu'il n'y a pas de mandat d'arrêt à l'encontre de son client. Maître Bernard Mungen ajoute tout de même formulé un recours en extrême urgence contre une mesure de refoulement que les autorités belges avaient prise contre ce politicien de l'opposition burundaise. [rpa/bonesha]- De son côté, le gouvernement du Burundi fait savoir qu'un mandat d'arrêt avait été émis contre Alexis Sinduhije et que les autorités belges devraient l'extrader au Burundi. Le porte-parole du gouvernement de Bujumbura trouve que c'est une occasion pour que Sinduhije soit jugé des actes commis lors des événements du 8 mars dernier à la permanence nationale du parti MSD où il y a eu outrage aux policiers et actes de rébellion de la part des membres du MSD dont certains sont en prison. Philippe Nzobonariba espère que son extradition passera par des services de la Belgique chargés de la coopération internationale comme cela se doit dans les relations entre les pays. [rpa/bonesha]- Arrestation de 8 personnes à Kayogoro par la police qui les accuse de tenir une réunion illégale ayant pour but des actes de subversion. Selon l'administrateur de cette commune, un des suspects est un étudiant de l'université du Burundi qui tenait une réunion avec 6 élèves du collège communal Samvura avec un autre particulier. Joachim Misago ajoute que cet étudiant était en train de les convaincre de ne pas faire les examens du troisième trimestre avant d'avoir renversé le pouvoir en place dans le pays. Le représentant du parti Sahwanya Frodebu dans la province Makamba trouve qu'il s'agit d'un montage contre cet étudiant qui fait partie des organes dirigeants de ce parti. Félix Ndirikirenza affirme que cet étudiant était en train d'aider ces élèves dans la résolution des exercices de physique. L'administrateur de Kayogoro affirme de son côté que les malfaiteurs ont

partis politiques et demande aux dirigeants du parti Frodebu Ā Makamba d'attendre la fin des enquĀtes. [rpa/isanganiro] Politique - Une douzaine de partis politiques viennent adresser une correspondance au secrĀtaire gĀnĀral des Nations Unies pour lui demander d'envoyer au plus vite au Burundi une commission d'enquĀte pour chercher et faire la lumiĀre sur une probable distribution des armes aux jeunes Imbonerakure. Selon ces dirigeants politiques, mĀme si le gouvernement burundais continue d'affirmer qu'il s'agit des rumeurs sans fondement et de considĀrer qu'il n'y a pas de mettre sur pied une commission neutre d'enquĀte internationale, il est logique que les Imbonerakure affichent un comportement qui ne tranquillise pas du tout. Dans cette correspondance signĀe en date du 25 avril de cette annĀe, ces hommes politiques estiment que les jeunes affiliĀs au parti au pouvoir font ce qu'ils veulent dans le pays sans Ātre inquiĀtĀs : ils se livrent Ā des actes de violation des droits de l'homme surtout contre les membres des autres partis politiques que le CNDD-FDD ; ils font des dĀfilĀs en tenue militaire ou policiĀre devant les autoritĀs de ce pays ; ils font des rondes nocturnes ; ils font des exercices militaires Ā l'intĀrieur et probablement Ā l'extĀrieur du pays et ils assurent la collaboration avec les rebelles rwandais du FDRR stationnĀs au Congo. Ainsi, ils demandent la mise sur pied d'une commission d'enquĀte et Āventuellement une commission de dĀsarmement de cette milice. Un des signataires de cette lettre estime qu'il faut que la vĀritĀ soit connue sur cette affaire. Rwaswa Agathon estime qu'il est incomprĀhensible que le gouvernement continue de nier les faits et de ne pas admettre la mise en place d'une commission d'enquĀte alors que le rapport des Nations Unies est dĀjĀ publiĀ. Selon lui, il faut que les burundais et la communautĀ internationale sachent bien si les services des Nations Unies ont menti ou pas. Ajoutons en plus du FNL dirigĀ par Rwaswa, le Sahwanya-Frodebu, le Frodebu-Nyakuri, l'Uprona dirigĀ par Nditije, l'UPD Zigamibanga dirigĀ par Chevineau Mugwengezo sont citĀs en titre exemplatif, les signataires de cette lettre. [rpa/rtr/bonesha/isanganiro]